

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 16 JUILLET 2013

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 16 JULI 2013

Namiddag

De vergadering wordt geopend om 14.15 uur en voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.
La séance est ouverte à 14.15 heures et présidée par Mme Liesbeth Van der Auwera.

01 Question de Mme Valérie Warzée-Caverenne au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "les ventes à perte" (n° 18254)

01 Vraag van mevrouw Valérie Warzée-Caverenne aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de verkoop met verlies" (nr. 18254)

01.01 Valérie Warzée-Caverenne (MR): Madame la présidente, monsieur le vice-premier ministre, au mois de mai dernier, la Cour de justice de l'Union européenne, qui avait été saisie par le tribunal de commerce de Gand, a répondu que "l'interdiction de la vente à perte en Belgique est contraire à la législation européenne".

La Cour a estimé que le magasin pratiquait un prix d'appel, destiné à attirer les clients, ce qui ne constitue pas une pratique commerciale déloyale selon la directive européenne sur les pratiques commerciales. L'arrêt stipule également que la Belgique et les autres États membres de l'Union ne doivent pas adopter des règles plus strictes que les règles européennes. En d'autres termes, si l'Europe n'interdit pas la vente à perte, la Belgique n'a pas à le faire.

Ce sujet a déjà fait l'objet de nombreux débats au sein de cette commission. Par ailleurs, les représentants des indépendants sont ardents défenseurs du maintien de cette interdiction qui, selon eux, est dommageable aux petits commerces.

Monsieur le vice-premier ministre, comment estimez-vous que la Belgique doit se positionner à l'avenir par rapport au droit européen en la matière? Quelle réponse apporter aux commerces de détail qui estiment que cette mesure leur permet de rester concurrentiels vis-à-vis des grandes chaînes et qui demandent une certaine protection? Comptez-vous réaliser une adaptation spécifique du Codex en la matière?

01.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Madame la présidente, je voudrais préciser d'emblée que la Cour a répondu par une ordonnance car les choses étaient évidentes. Pourquoi? Parce que le tribunal de Gand disait que la loi avait été faite pour protéger les consommateurs, ce qui n'est pas notre interprétation. Si on attribue cette interprétation à la loi, elle est alors contraire à la réglementation européenne. Nous ne sommes pas de cet avis. De toute façon, je ne comprends pas comment on peut dire qu'une loi interdisant une diminution des prix peut être favorable aux consommateurs.

Nous avons modernisé la loi en préparant un projet de loi qui sera déposé au parlement. Nous avons prévu que cette règle resterait établie et même renforcée: l'interdiction de vendre à perte sera rendue beaucoup plus stricte, dans la mesure où les promotions habituelles ne pourront pas être déduites du prix. Par

exemple, quand InBev vend de la bière aux grands magasins pour x euros, tout le monde sait qu'il y aura des promotions et des diminutions de prix en fonction du volume, d'où x moins 10 %. Aujourd'hui, en appliquant la loi actuelle, cela signifie que l'on ne peut jamais aller en dessous du prix x, car il s'agit d'une vente à perte.

La loi en préparation est claire sur le fait que le but est la protection des petits indépendants, parce que les grands magasins peuvent diminuer leurs prix pour quelques produits et compenser ailleurs, ce que les petits indépendants ne peuvent pas faire. Mais on ne peut certainement pas dire que des prix plus élevés constituent une protection des consommateurs.

Cette loi doit revenir du Conseil d'État – je ne sais pas si c'est déjà le cas – et puis parvenir vers le mois de septembre ou octobre en commission de la Chambre. De cette façon, nous sommes conformes à la directive. Mais si un juge lui donne l'interprétation que le juge de Gand lui attribue, il y a clairement un problème. Ce n'est néanmoins pas l'interprétation correcte, selon nous.

01.03 Valérie Warzée-Caverenne (MR): Monsieur le vice-premier ministre, je vous remercie pour cette réponse. Comme vous l'avez dit, nous allons attendre le projet de loi et nous en discuterons. Il faudra veiller à éviter les incohérences entre l'avis de l'Europe et les décisions qui sont prises en Belgique. Il faudra veiller également à ce que le texte de loi soit suffisamment clair pour permettre à chacun d'avoir une appréciation juste des prix afin d'éviter ce genre d'opposition entre une interprétation que peut avoir un tribunal ou la Cour de justice de l'Union européenne.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Linda Musin au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "l'accès à l'eau" (n° 18384)

02 Vraag van mevrouw Linda Musin aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de toegang tot water" (nr. 18384)

02.01 Linda Musin (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, l'accès à une eau de qualité et en suffisance est indispensable pour mener une vie conforme à la dignité humaine. Comme pour l'électricité, le gaz ou la téléphonie, certains foyers ne parviennent plus à payer leur facture d'eau. Cette réalité existe depuis longtemps. Le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, dans le cadre de son rapport 2008-2009, a d'ailleurs consacré un de ses chapitres à la problématique de l'énergie et de l'eau.

Toutefois, contrairement à l'énergie, il n'existe aucune aide fédérale spécifique pour l'eau. Certes, si la politique de l'eau est depuis 1980 en grande partie régionalisée, le ministre de l'Économie doit toujours donner son accord au sujet du prix. Par ailleurs, dans son accord de gouvernement, celui-ci s'est engagé en ces termes: "Partout où c'est possible, le gouvernement accélérera l'ouverture automatique de droits sociaux de type tarif social pour les personnes qui répondent aux conditions prévues". Il est question de l'énergie, de l'eau, des communications (SNCB).

Monsieur le ministre, vu la répartition institutionnelle des compétences, comment comptez-vous mettre en œuvre l'engagement pris par le gouvernement portant sur l'automatisation d'un tarif social de l'eau?

02.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Chère collègue, il doit s'agir d'un malentendu dans la mesure où la compétence fédérale consiste ici à fixer un prix maximal. Une société de distribution d'eau n'est pas tenue de l'appliquer. Elle peut en pratiquer un autre qui soit inférieur. Certaines mesures ont déjà été prises par les Régions: Fonds social de l'eau en Région wallonne; gratuité des 15 premiers m³ en Flandre; tarification solidaire en Région bruxelloise.

Le tarif social de l'eau est donc du ressort régional; c'est également le cas pour l'électricité et le gaz. L'accord de gouvernement ne vaut que pour les compétences propres au fédéral.

02.03 Linda Musin (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie. Il est vrai que la phrase reprise dans l'accord de gouvernement prête à confusion. Des mandataires communaux s'étaient souciés de pouvoir travailler en amont en se disant que, comme en matière d'électricité, de gaz ou de téléphonie, il serait bon de pouvoir aider les gens dès que les difficultés apparaissent. Je leur transmettrai votre réponse.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

03 Question de M. Joseph George au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la pilule mot de passe et le tatouage électronique" (n° 18460)

03 Vraag van de heer Joseph George aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de paswoordpil en de elektronische tatoeage" (nr. 18460)

03.01 Joseph George (cdH): Monsieur le ministre, chaque jour, de nouvelles avancées technologiques nous sont présentées, pour le meilleur et pour le pire. Récemment, la presse a mis en exergue, d'une part, la pilule mot de passe, à avaler chaque matin pour ne plus devoir composer son code secret sur son gsm et, d'autre part, si nous ne voulons pas avaler cette pilule tous les matins, un sticker à coller sur la peau comprenant une puce miniature et flexible qui remplit la même mission. Avec les ondes émises par ces appareils, votre mémoire n'est donc plus nécessaire.

Cette technique d'utilisation électronique de notre corps n'est pas nouvelle. Certains bars en Espagne utilisent cette même implantation sous-cutanée pour leurs clients réguliers. Ceux-ci peuvent se scanner pour payer leurs consommations sans sortir leur portefeuille.

Monsieur le ministre, quelle est votre position sur le sujet? Cette technologie est-elle utilisée par des entreprises belges? Si oui, pour quel usage? Le système est-il fiable concernant la protection des données? Serait-il impossible de capter le signal, de le reproduire pour l'utiliser? Une concertation est-elle prévue avec les autres ministres, face à cette évolution et à son caractère particulièrement délicat, notamment en ce qui concerne son impact sur la santé et son éventuelle utilisation par l'administration?

03.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Madame la présidente, cher collègue, les utilisations auxquelles vous faites référence sont de nouvelles applications de la technologie, à savoir la *Radio Frequency Identification (RFID)*. Des expérimentations sont effectuées chez Motorola. L'implantation sous-cutanée existe déjà bel et bien en Espagne et aux Pays-Bas; ce n'est pas le cas chez nous.

Nous suivons l'évolution de cette application comme nous le faisons pour toute nouvelle application. Cela dit, il existe déjà de nombreuses applications de cette technologie, mais dans le secteur industriel (ordinateurs, containers) et hospitalier (pour l'identification de certains équipements).

Il est clair qu'il n'existe pas de risque zéro. Il y a le risque de non-respect de la vie privée. Certains peuvent en abuser. Il faut également tenir compte de l'aspect santé. Actuellement, peu d'études ont été menées en la matière. De toute façon, comme nous sommes toujours dans une phase expérimentale, il faudra encore beaucoup de temps pour savoir ce qu'il en est exactement.

Mon administration a déjà organisé, l'année dernière, une conférence en vue de sensibiliser les citoyens à ces nouvelles technologies. Pour plus de renseignements, je vous invite à consulter le site du SPF Économie qui dresse un très bon état des lieux de la situation en Belgique et au niveau européen.

Toujours est-il qu'il s'agit d'une avancée remarquable. Cependant, des questions se posent encore, notamment en termes de respect de la vie privée et d'éventuelle utilisation par un tiers.

03.03 Joseph George (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Il faut effectivement tenir compte du respect de la vie privée et du risque technologique que cela représente. Je suis curieux de voir l'évolution de ces techniques et du cadre dans lequel ces dernières devront évoluer.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer Karel Uyttersprot aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de beteugeling van malafide publiciteitsronselers op Europees niveau" (nr. 18612)
- de heer Karel Uyttersprot aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de malafide publiciteitsronselers voor internetbedrijvengidsen" (nr. 18613)
- de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "de grensoverschrijdende aanpak van malafide reclameronselaars" (nr. 18886)

04 Questions jointes de

- M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la lutte menée au niveau européen contre les démarcheurs publicitaires malhonnêtes" (n° 18612)

- M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "les démarcheurs publicitaires malhonnêtes pour des guides d'entreprises sur internet" (n° 18613)

- M. Karel Uyttersprot à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "la lutte transfrontalière contre les démarcheurs publicitaires malhonnêtes" (n° 18886)

04.01 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Mijnheer de minister, de praktijken zijn u bekend. Ze zijn ook u bekend, mevrouw de voorzitter, want wij hebben destijds nog samengewerkt om ter zake een wetsvoorstel op te stellen. Die praktijken blijven echter duren. U weet hoe het gaat. Als nietsvermoedende ondernemer krijgt men een brief toegestuurd met een aantal foute gegevens waarin gevraagd wordt om die te verbeteren. In de kleine lettertjes staat dan dat men zich engageert om voor ongeveer duizend euro per jaar drie jaar lang in een nietszeggende bedrijvengids te komen.

Ik heb mijn vragen opgedeeld in drie groepen. Het gaat, ten eerste, om het Europees niveau, ten tweede om de internetbedrijvengidsen en ten derde over de grensoverschrijdende aanpak van de malafide ronselaars. Om tijd te winnen stel ik voor dit in zijn geheel te behandelen, want de inleiding is drie keer dezelfde.

Mijnheer de minister, destijds hebt u het internationaal aspect behandeld. Ik denk dan aan bedrijven zoals MS Koszalin in Polen, Trademark in Wenen, Expo Guide in Mexico, Belgisch Internet Register van Hamburg enzovoort. Er was sprake van dat er op het niveau van de Europese Commissie iets aan zou worden gedaan. Hoever staat de Europese aanpak van die misbruiken? Hebt u een idee van de concrete maatregelen om dit te beteugelen? Welke initiatieven worden er genomen?

Op nationaal vlak vernemen wij van de middenstandsorganisaties dat die praktijken blijven duren. De nieuwe wet van 2011 is nu 20 maanden in werking. Men gaat zelfs zover dat de gedupeerden op dit ogenblik door de ronselaars gedagvaard worden. GCS uit Tongeren en XL Media contacteren West-Vlaamse bedrijven. Ze krijgen van hen een getekende opdracht en dagvaarden nu de bedrijven die weigeren te betalen. Hebt u een idee van het effect van de wet van 23 juni 2011 op deze praktijken? Is deze wet efficiënt genoeg om die wanpraktijken tegen te gaan? Wat is het verlies voor onze ondernemers? Is de wet afdoende om de malafide praktijken tegen te gaan?

De laatste reeks vragen gaat over de grensoverschrijdende aanpak van de ronselaars. Op welke manier maant u de economische inspectie aan om de overtredingen vast te stellen en te beteugelen? Worden deze doorverwezen naar het parket? Is er al een evaluatie van de wet van 2011? In een recente mededeling kondigde de Europese Commissie aan dat het haar intentie is om de betrokken verordening van 2006 grondig bij te sturen. De Europese Commissie wil onder meer een betere samenwerking tussen de nationale autoriteiten met het oog op de opsporing en de handhaving en het opstellen van een zwarte lijst op EU-niveau.

04.02 Minister **Johan Vande Lanotte**: Mevrouw de voorzitter, het is een vraag die al enkele keren is gesteld. Ik heb vorige week al eens vermeld dat het, globaal genomen, een heel vervelende zaak blijft.

De FOD Economie is ter zake heel actief. De FOD kan cijfers geven: in 2012 waren er 1 100 klachten en er waren er al 1 028 klachten tot 18 juni 2013. Het aantal klachten zal dus immens toenemen, wat een belangrijk gegeven is.

De wetgeving werd aangepast. Er worden ook heel veel processen-verbaal opgesteld. In 2013 werden al twintig processen-verbaal tegen firma's opgesteld.

Er is een actualisatie van de website geweest. Op 1 juli 2013 was er een vergadering in het Benelux-gebouw, net om tot meer coördinatie van de problematiek te komen. Er werd ook een sensibiliseringscursus voor de parketmagistraten georganiseerd. Dat alles is belangrijk.

Meestal gaat het nog altijd over buitenlandse dienstverleners, wat betekent dat wij op dat vlak meer in de miserie zitten. Bovendien gaat niet iedereen in het buitenland er altijd van uit dat de zaak illegaal is.

U weet ook dat wij een proef hebben gedaan, wat ik vorige week ook heb aangehaald. Wij hebben namelijk zelf een advertentie gestuurd, die exuberant was. Wie inschreef, kon de bloemen water komen geven op het ministerie. Massa's mensen hebben de advertentie getekend. Sommige rechters zijn dan ook van oordeel dat wie iets krijgt en ondertekent, het ook moet lezen. Er is toch een element in het dossier, waardoor rechters niet altijd geneigd zijn om extreem gemakkelijk op de klachten in te gaan.

Van de in België gevestigde firma's zijn XL Media en GCS een voorbeeld. Zij zijn op 14 september 2011 en op 18 juni 2013, dus heel recent, op basis van vaststellingen van de economische inspectie veroordeeld tot staking van de bewuste praktijken, onder verbeurdverklaring van dwangsommen. De verbeurdverklaring kwam er, omdat het bevel tot staking niet werd opgevolgd. Voor XL Media loopt er nog een procedure tot invordering van de bedoelde dwangsommen. Het zal een dure aangelegenheid zijn. Voor GCS is het nog te vroeg om te stellen dat het stakingsbevel al wordt nageleefd. Het bevel is immers heel recent. Wij volgen het dossier echter ook.

De Europese Commissie is ook de richtlijnen ter zake aan het heronderzoeken. Het is in het licht van de bedrijfsgidsenproblematiek dat een en ander mee in rekening wordt genomen. Het *impact assessment* wordt afgerond. Een eventueel wetgevend initiatief zou er tegen het najaar van 2013 kunnen komen.

Het is nog niet duidelijk wat de Europese Commissie zal voorstellen. Wij gaan er echter van uit dat een of ander samenwerkingsmechanisme om internationaal opererende bedrijvengidsen aan te pakken, tot het voorstel zal behoren.

Een zwarte lijst is op zich geen probleem. De waarheid is echter ook dat een dergelijke lijst nog nooit heeft geholpen. De betrokkenen worden op de website aangekondigd.

Het feit dat zij worden gevorderd, is een gekend procedé. Er wordt geprobeerd de betrokkenen die misleid zijn, bang te maken en te stellen dat zij zullen moeten betalen. Heel vaak wordt toch nog een deel betaald en hebben de oplichters een deel van het geld binnen. Dat is niet nieuw.

U werpt op dat zij nu ook zelf tot invordering overgaan. Een dergelijke werkwijze bestaat echter al een hele tijd en is gekend. De werkwijze blijft heel agressief.

Wij kunnen de mensen alleen maar blijven waarschuwen. Wij kunnen ook optreden en dwangsommen opleggen. Het is echter een moeilijk te beheren probleem. Vele mensen tekenen. Zij krijgen een fax. De oplichters kennen de gegevens van de aangeschreven firma en men wordt verleid om toch iets te tekenen, en het is gebeurd.

04.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord, maar hiermee geeft u natuurlijk geen oplossing. Ik kan mij inbeelden dat een ondernemer niet eerst op de computer gaat kijken of een firma al dan niet op de zwarte lijst staat. Zij tekenen het document en sturen het terug.

In hoeverre is het een prioriteit van de economische inspectie om daaraan iets te doen? In hoeverre is de bestrijding daarvan ook opgenomen in de campagne voor de fraudebestrijding van uw collega Crombez?

04.04 Minister Johan Vande Lanotte: Dit hoort niet bij de fraudebestrijding. Het is een prioriteit voor de economische inspectie. Wij hebben om die reden iets minder dan een jaar geleden zelf een campagne gevoerd. Met tweeduizend klachten is dat absoluut een prioriteit. Het hele arsenaal wordt bovengehaald, zoals de vordering tot staking, maar het vermindert er niet op.

04.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Hebt u een idee van de omvang?

04.06 Minister Johan Vande Lanotte: Neen. De bedrijven lopen er ook niet altijd mee te koop. Veel ondernemers betalen ook gewoon en vragen zich nadien af wat ze nu toch weer gedaan hebben.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Samengevoegde vragen van

- de heer Kristof Calvo aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de concessie van G-Tec Sea Mineral Resources NV" (nr. 19076)

- de heer Kristof Calvo aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de certificaten die volgens de International Seabed Authority werden afgeleverd voor het project van G-Tec" (nr. 19193)

05 Questions jointes de

- M. Kristof Calvo au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la concession de G-Tec Sea Mineral Resources NV" (n° 19076)

- M. Kristof Calvo au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "les certificats qui, selon l'ISA, ont été délivrés pour le projet de G-Tec" (n° 19193)

05.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de vice-eersteminister, wij hebben al de kans gehad om over dit onderwerp van gedachten te wisselen in de plenaire vergadering. Ondertussen werd een wetsontwerp goedgekeurd over het toekennen van het nodige wetgevend kader voor de zeebodemexploitatie en – exploratie van het Oostendse bedrijf G-Tec voor werkzaamheden in de Stille Oceaan. Tijdens de parlementaire bespreking zijn een aantal vragen opgedoken waarop nog geen antwoord is gekomen. Mijn vragen gaan, enerzijds, over de borgstelling en, anderzijds, over de communicatie die er is geweest met de internationale zeebodemautoriteit.

Wat de borgstelling betreft, heb ik de volgende vragen.

Wanneer ontving G-Tec de borgstelling van de Belgische Staat? Hoe lang is die borgstelling geldig? Wie heeft de beslissing tot borgstelling genomen? Wat houdt die concreet in? Wat zijn de criteria en de voorwaarden om ervoor in aanmerking te komen? Hoe wordt de borgstelling geëvalueerd en opgevolgd? Zijn er ook andere bedrijven die een dergelijke vraag hebben ingediend? Op welk kader heeft de Belgische Staat zich gebaseerd bij het toekennen van de borg?

De tweede reeks vragen heeft meer betrekking op de procedure en de wijze van besluitvorming. U hebt gemerkt dat wij als fractie daarover vragen en opmerkingen hadden. De documenten van de internationale zeebodemautoriteit versterken onze indruk dat men te snel is gegaan. Ik heb in de schriftelijke versie van mijn vraag een citaat opgenomen waarin sprake is van certificaten die afgeleverd werden op 21 juni 2012 en 8 mei 2012. Het is niet goed voor u, noch voor dit dossier, dat daarover onduidelijkheid bestaat. Ik beweer ook niet dat er per definitie een probleem is, maar als er vragen zijn, dan worden die best beantwoord.

Over de communicatie van 8 mei en 21 juni heb ik de volgende vragen.

Naar wat verwijst de internationale zeebodemautoriteit concreet? Kan het Parlement beschikken over de documenten van 8 mei en 21 juni 2012? Zijn er nog andere communicaties geweest vanwege de regering richting de zeebodemautoriteit? Waarom werd er geopteerd voor twee certificaten? Waarom werden zulke certificaten al afgeleverd, bij afwezigheid van een wetgevend kader? Tijdens welke bijeenkomst van de Ministerraad werd beslist over de toekenning van die certificaten?

05.02 Minister Johan Vande Lanotte: Wat is er gebeurd? Ik heb als minister van Economie van bij het begin, toen de vraag werd gesteld door G-Tec om een toelating tot exploratie te krijgen, geprobeerd hun rechten te vrijwaren. Dat is een belangrijke term in dezen. De deadline voor de aanvraag was 31 mei 2012, rekening houdend met het feit dat een latere indiening voor nieuwe rondes zou zorgen die veel moeilijker zouden zijn.

Wij hebben dus vóór 31 mei, de eerste keer op 8 mei 2012, gemeld dat wij bereid waren om het *sponsorship* aan te gaan.

In de brief wordt gemeld dat het bedrijf onder de Belgische wetgeving valt. Wij hebben ook gemeld dat er voor het mogelijk maken van een *sponsorship* een wetgevend kader zou moeten worden voorbereid. Die aanvullende wetgeving is nodig in uitvoering van UNCLOS.

In mijn ogen is die brief geen toekenning van een borgstelling, gezien er geen wettelijk kader was om een borgstelling te geven. Dat gaat over de eerste brief waarvan men zegt dat het eigenlijk een borgstelling is.

Er is enige verwarring geweest over patronages, *sponsorships* enzovoort, maar eigenlijk gaat het allemaal een beetje over hetzelfde, als ik de vertalingen bekijk.

Op 21 juni 2012 heb ik samen met de minister van Buitenlandse Zaken, namens de federale regering, een

tweede brief geschreven waarin expliciet wordt verwezen naar de aanvraag van het bedrijf voor de goedkeuring van een werkplan voor de exploratie.

Hier wordt opnieuw gemeld dat wij bereid zijn om het *sponsorship* aan te gaan en dat wij hiervoor het UNCLOS-verdrag zullen moeten goedkeuren. Er wordt expliciet vermeld dat voor de uitvoering van artikel 139 van het UNCLOS-verdrag nog wetgeving moet worden ontwikkeld. Ook deze brief is naar mijn oordeel geen uitvoerbare borgstelling.

Op 14 januari wordt door de ISA een overeenkomst met het Belgisch bedrijf gesloten. In de tekst van de beslissing wordt daadwerkelijk vermeld dat er een *certificat de patronage* is afgeleverd. Dat is waar u naar verwijst.

Het is inderdaad zo dat een eerste lezing van die overeenkomst de indruk zou kunnen wekken dat er reeds een borgstelling is geweest, die uitvoerbaar is, en dat de wet alleen nog een regularisatie van deze zaak is.

Dat is nochtans niet het geval omdat tegelijkertijd met de ondertekening van de overeenkomst een *side letter* door de International Seabed Authority en het bedrijf werd ondertekend.

Daarin staat: "Notwithstanding section D of the contract for exploration for polymathic models in the area, signed on the 14th of January, it is understood" – dat is ondertekend door de secretaris-generaal en door de managing director, Jacques Paynjon – "that the contractor will not be in position to commence its program of activities under the contract until such time as a relevant legislation of the sponsoring state shall have entered into force. The contractor shall notify the secretary-general of the date of such entry into force. Section 4 of appendix 2 of the contract shall be interpreted and applied in accordance with this understanding."

Dat wil dus zeggen dat de overeenkomst die afgesloten is, niet uitvoerbaar is tot wanneer de nationale wetgeving volledig in voege is getreden. Dat betekent dat de wet moet worden goedgekeurd. Er moet een procedure voor het koninklijk besluit uitgevoerd worden, en op basis van het koninklijk besluit moet dan nog een beslissing worden genomen. Op het moment dat die borgstelling wordt afgegeven, is de wetgeving in voege.

Ik meen duidelijk geweest te zijn. Het bedrijf wist ook dat het er niet aan mocht beginnen. Omdat ik voel dat er aan beide zijden enige discussie zou kunnen zijn over wat dit nu precies betekent, zal ik een stand van zaken meegeven aan de ISA wanneer de wet is goedgekeurd en wanneer ons KB naar de Raad van State is.

Daarin leg ik uit dat er een nieuwe wet is, dat er een KB onderweg is en dat op basis daarvan een vraag zal kunnen worden ingediend. In dat KB is ook aan de termijnen en de voorwaarden voldaan. Op dat moment zal een beslissing moeten genomen worden. Is die positief en krijgen ze de borgstelling, dan gaat die overeenkomst helemaal in voege en moet er geen nieuwe procedure bij de ISA volgen. Wanneer de borgstellingsbeslissing negatief is, dan vervalt de overeenkomst.

Dat is de situatie van deze zaken. Ik kan u de twee brieven en het contract met de International Seabed Authority zonder probleem ter beschikking stellen.

U vraagt wat het allemaal inhoudt. Ik kan u die informatie geven, maar ik denk niet dat dat de hoofdzaak is. Dan moet ik u verwijzen naar de tekst van de wet.

Het gaat dus om twee brieven en om deze overeenkomst. Ik wil nogmaals benadrukken dat men bij een eerste lezing ervan inderdaad zou kunnen denken dat de zaak helemaal rond is, maar dat is enkel omdat wij die *side letter* er niet bij hebben. Dat wordt blijkbaar niet gepubliceerd. Wij wisten echter dat dat de afspraak was vanaf het moment waarop wij het geschreven hebben.

05.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik zal het nodige materiaal meteen komen ophalen en ook met de nodige aandacht bestuderen. Ik ben ook tevreden over de klaarheid die u op de meeste domeinen verschaft. Volgens mij zegt u terecht dat minstens de indruk kon bestaan dat de zaak al geregeld was nog vooraleer er een wetgevend kader was.

05.04 Minister Johan Vande Lanotte: Dat is juist.

05.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): De vraag die onze fractie daarover gesteld heeft, is vandaag dus voor een deel door u gelegitimeerd, zonder dat ik daarmee enige polemieek wil aanwakkeren. Ik wil u in elk geval uitnodigen om te proberen bij gelijkaardige dossiers een iets eleganter traject af te leggen inzake besluitvorming.

Ik begrijp dat voor de uiteindelijke borgstelling nog een koninklijk besluit moet worden opgesteld.

05.06 Minister Johan Vande Lanotte: Het ontwerp van koninklijk besluit zit eigenlijk ook al bij de teksten die ik u overhandig. Uw collega beschikte er al over.

Wij maken het onderscheid tussen bedrijven die al een contract hebben en de bedrijven die nog geen contract hebben. Ik kan u de tekst van dat koninklijk besluit dus bezorgen. Dat koninklijk besluit ligt nu voor bij de Raad van State.

05.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Er komt dus snel een koninklijk besluit. Daarna zal de regularisatie, waar het wat op lijkt, helemaal in orde zijn.

05.08 Minister Johan Vande Lanotte: Het is geen regularisatie. Ik moet hen beoordelen op basis van de volledige inhoud van het dossier. Zij hebben geen verworven rechten.

05.09 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Het kader voor de speler in kwestie zal helemaal rond zijn. De ecologische dimensie van het dossier blijft. Daarover zullen wij het wellicht niet eens geraken. Leve de diversiteit in het Parlement.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 Questions jointes de

- Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "les listes négatives telles que le fichier RSR de Datassur" (n° 18558)

- M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "le nombre record de noms figurant sur la liste noire des assureurs" (n° 18593)

- M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la composition des listes noires des assureurs" (n° 18614)

- M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "les listes noires des assureurs" (n° 18615)

06 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "negatieve lijsten zoals het RSR-bestand van Datassur" (nr. 18558)

- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "het recordaantal namen op de zwarte lijst van verzekeraars" (nr. 18593)

- de heer Karel Uyttersprot aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de samenstelling van de zwarte lijsten die verzekeraars aanleggen" (nr. 18614)

- de heer Karel Uyttersprot aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de zwarte lijsten die verzekeraars aanleggen" (nr. 18615)

06.01 Karine Lalieux (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, l'actualité remet en lumière le scandale des listes noires établies par les assureurs. Ainsi, rien que pour l'année 2012, Datassur a procédé à 76 897 enregistrements dans le fichier RSR - "Risques spéciaux" - soit 13 147 de plus qu'en 2011.

En 2008, sous l'impulsion de Freya Van den Bossche, notre commission s'était longuement penchée sur la question des listes négatives. Des auditions avaient d'ailleurs été organisées et avaient montré l'étendue du phénomène. À cet égard, les avis rendus par la Commission de la protection de la vie privée sont assez édifiants. On peut y trouver des listes noires des plus singulières qui, sans être exhaustives, témoignent d'une pratique flirtant sans cesse avec l'interdit. Il s'agissait, entre autres, des fichiers Datassur, Préventel et Check4rent, etc. D'une légalité plus que douteuse, elles manquaient totalement de transparence et pouvaient surtout engendrer des conséquences dramatiques pour les personnes ainsi fichées. À l'époque, la volonté politique manquait pour, sinon les interdire, du moins les encadrer. Force est de constater que, cinq ans après, rien n'a vraiment changé sur le plan législatif.

Monsieur le ministre, il est plus que temps de réfléchir à la légalité et à l'encadrement des listes noires, car tous les citoyens doivent pouvoir accéder à un service déterminé obligatoire (l'assurance responsabilité civile automobile) ou non obligatoire, mais de l'ordre du service universel (l'accès à la téléphonie fixe ou mobile), sans avoir à subir une sorte de chantage et de justice privée de la part de sociétés toutes puissantes.

Lors des auditions de 2008, la Commission de la protection de la vie privée recommandait de se fonder sur le principe d'illégitimité des listes négatives ainsi que sur une interdiction de principe, sauf dans les cas prévus par la loi et, surtout, en garantissant un contrôle et un encadrement strict. Je pense que c'est bien le minimum que nous puissions faire en la matière, bien que je penche personnellement pour l'interdiction pure et simple de ce genre de pratiques totalement scandaleuses.

Monsieur le ministre, j'aimerais donc connaître votre sentiment sur le problème des listes noires et savoir si vous comptez prendre une initiative législative.

06.02 Peter Logghe (VB): Mijnheer de minister, mevrouw Lalieux heeft het kader van de zwarte lijst voldoende geschetst. Het gaat om mensen die hun premies niet hebben betaald, maar ook om mensen die bij schade- of fraudegevallen betrokken waren. De helft van de zwarte lijst bestaat uit autoverzekeringen.

Ik heb inderdaad een aantal concrete vragen. Ik verneem dat verzekeringsmaatschappijen ook bestuurders op de zwarte lijst zouden zetten die gewoon betrokken waren bij een aantal schadegevallen. Ik vraag mij af in hoeverre dit kan, want het betreft eigenlijk schadegevallen die zij bijvoorbeeld zonder verzwarende omstandigheden hebben ondergaan. Moet de regel niet dringend worden bijgesteld, zodat alleen mensen met x-aantal ongevallen in fout in een bepaalde termijn op de lijst terechtkomen?

Ik vind ook de bewering van Datassur vreemd dat ook fraudeurs op die zwarte lijst terechtkomen. Alleen blijkt fraude moeilijk te bewijzen en zou Datassur daarom mensen wegens fraude op de lijst zetten bij een ongeval in fout. Ik vraag mij af wat fraude te maken heeft met een ongeval in fout. Dit moet volgens mij een foutmelding zijn van Datassur zelf. Het verdient toch de nodige aandacht om hieraan iets te doen.

Dit jaar pakte uw collega, de staatssecretaris voor Mobiliteit, uit met een project om onverzekerde en niet-gekeurde voertuigen uit het verkeer te halen. Aan deze kant van het verhaal blijkt dat steeds meer bestuurders op de zwarte lijst terechtkomen. Een klein aantal geraakt aan een nieuwe verzekering, zij het dan wellicht tegen hogere premies. Wordt het evenwel niet dweilen met de kraan open als men niet probeert meer mensen verzekerd te krijgen? Zou de regering in dezen initiatieven kunnen nemen naar en/of met de verzekeraars?

Dit past misschien in uw nieuw modelcontract B.A. Auto? Dit zijn volgens mij hoe dan ook zaken die dringend aan remediëring toe zijn.

06.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de minister, begin juni kwam men met de gegevens dat een recordaantal van 77 000 Belgen in 2012 aan de zwarte lijst van de verzekeraars werd toegevoegd. Dat betekent dat 204 000 personen op deze lijst staan. Zij worden na drie jaar wel van de lijst geschrapt, maar men moet er wel voor zorgen dat zo weinig mogelijk mensen op de lijst staan.

Ik heb twee reeksen van vragen. De eerste reeks van vragen gaat over de aard van de verzekeringen en de verzekerden. Een tweede reeks gaat over de gehanteerde criteria.

Ten eerste, over de aard van de verzekeringen en de verzekerden. Hebt u een idee welke verzekeringen volgens de indeling brand, auto, gezin enzovoort op de zwarte lijst voorkomen? In hoeverre zijn dat natuurlijke personen versus rechtspersonen?

Ten tweede, over de criteria, hebt u inzicht in de manier waarop deze zwarte lijsten worden samengesteld? Bestaan daarvoor objectieve criteria bij de verzekeringsmaatschappijen? Hebt u een verklaring voor die sterke stijging, want 77 000 mensen in één jaar is toch immens?

Zijn er maatregelen mogelijk om die zwarte lijsten terug te dringen? Wat denkt u van een mogelijke externe controle van de zwarte lijst door bijvoorbeeld de Nationale Bank? In hoeverre bestaat er een motiveringsplicht voor de verzekeringsmaatschappijen die mensen op die zwarte lijst zetten? Zijn zij verplicht om daarover verantwoording af te leggen of kan dat zomaar gebeuren?

Wat gebeurt er met die mensen tijdens de drie jaar dat ze op de zwarte lijst staan en toch aan bepaalde verplichtingen moeten voldoen? Ik denk dan aan een autoverzekering en andere noodzakelijke verzekeringen waaraan men moet voldoen.

06.04 Johan Vande Lanotte, ministre: Chers collègues, c'est surtout une question de principes. J'ai discuté avec les personnes qui avaient travaillé sur ce dossier avec Freya Van den Bossche et dont certains travaillent aujourd'hui avec moi. Il est clair qu'il n'existe pas de législation spécifique. C'est la loi sur la protection de la vie privée qui s'applique et c'est la Commission de la protection de la vie privée qui doit agir.

La discussion a porté sur le fait qu'en réglementant les conditions, on devait accepter la liste noire. Jusqu'à présent, nous avons été très réticents par rapport à cette démarche contraignante. La Commission vie privée se dit contre ces listes, sauf dans des conditions très spécifiques liées à la loi sur la vie privée.

À première vue, cela peut être intéressant, mais ce n'est pas sans arrière-pensée. D'autres listes noires ont déjà disparu spontanément: Préventel, dans le secteur des télécoms a disparu, ainsi que la liste noire des locataires. Devons-nous institutionnaliser ce type de liste? J'ai des doutes. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas légiféré à ce sujet. Légiférer reviendrait à légaliser ce principe.

Op dit moment telt louter de wet op de privacy. Die moet men respecteren.

Op dit moment is 4,8 % wegens meerdere schadegevallen op die lijst beland. Dat staat zo in het jaarverslag.

Il s'agit donc de multiples accidents (de l'ordre de 4,8 %).

Over de fraude verwijs ik naar mijn antwoord nr. 356. Ik heb geen aanwijzingen dat er registraties zouden gebeuren naar aanleiding van een ongeval in fout. Ik kan mij vergissen, maar ik denk het niet. Voor de autoverzekering hebben wij via het Tarifieringsbureau een opvangnet voor bestuurders die ingevolge de niet-betaling van hun premie toch nog kunnen worden verzekerd.

De verdeling is als volgt: de brandverzekering maakt ongeveer één derde uit, de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid 6 %, de autoverzekering de helft en de rest van de verzekeringen 13 %. De autoverzekering vertegenwoordigt dus ongeveer de helft en de brandverzekering toch ook 30 %.

Waarschijnlijk komt de stijging van het aantal niet-betalingen hoofdzakelijk door de economische crisis. Er zijn registraties die betrekking hebben op rechtspersonen in dat RSR-bestand, maar daarvan hebben wij geen verdeling. Het is wel zo dat de bescherming van de privacy enkel voor natuurlijke personen geldt.

Wij hebben al gezegd dat de wet op de privacy onze toetssteen is. Men kan zich als consument wenden tot de Privacycommissie of tot de Ombudsman van de Verzekeringen. Ik ben eerder geneigd om bij weigeringen een algemene motiveringsplicht in te stellen. Wij zijn bezig met een wet op de verzekeringen waarbij dat principe wordt gehanteerd. Het is nog niet goedgekeurd. Het is zelfs nog niet op de IKW geweest, maar met de minister van Financiën en de FSMA wordt bekeken hoe een algemene motiveringsplicht kan worden ingesteld, opdat een verzekeringsonderneming op een begrijpelijke manier stelt welke de redenen zijn voor de weigering, opzegging of afwijking van de standaarddekking. Zo is de consument toch tenminste op de hoogte.

Oorspronkelijk was in dat privé-initiatief RSR ook de bewaringstermijn langer, maar de Privacycommissie heeft gesteld dat het niet zolang mag zijn.

Il y a donc déjà eu précédemment une intervention de la Commission vie privée. Il faudra décider si on souhaite un contrôle par cette dernière ou adopter plutôt une législation spécifique. Je n'ai pas de position définitive à ce sujet et je suis prêt à discuter.

Ik ben graag bereid erover te spreken, maar het is een moeilijke afweging tussen het ene en het andere.

06.05 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Tout comme vous, je préférerais que ces listes soient considérées comme illégitimes plutôt que de légiférer et dès lors d'en accepter l'existence. Mais il est vrai que le problème existe de toute façon. On se trouve

donc ici face à un débat difficile.

Cela dit, aujourd'hui, la législation sur la protection de la vie privée n'est pas suffisante. Des avis ont d'ailleurs été demandés à la Commission vie privée sur toutes ces listes noires, dont certaines ont disparu. Elle avait fait savoir que c'était illégal. Mais elle n'a pas la possibilité de faire légalement disparaître ces listes noires. Avec Datassur, on ne sait pas comment on arrive à figurer sur la liste. Il y a un flou en la matière. Les motivations sont très peu nombreuses. Mes collègues ont également attiré l'attention sur ces aspects

J'entends qu'il existe une proposition inter-cabinet avec un principe général de motivation. Elle devra être analysée par notre commission.

Toujours est-il qu'en matière d'assurance, l'exclusion est facile. Le risque doit être partagé par tous, tel est le principe de la mutualisation. Certains paient toute leur vie pour ne jamais recevoir d'indemnité. Il faudrait, en tout cas, que ce financement soit réparti entre ceux qui connaissent plus de difficultés, qui ont plus d'accidents ou qui ne peuvent plus s'assurer, faute de moyens.

Je constate également qu'au niveau des assurances, le risque c'est pour les autres; elles préfèrent exclure et il n'est pas question de partage du risque avec l'ensemble des assurés.

06.06 Peter Logghe (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ten eerste, ik neem er nota van dat u via Datassur te weten bent gekomen dat het bij de autoverzekering in 4,8 % van de dossiers gaat om mensen met meerdere schadegevallen die op de lijst zijn terechtgekomen.

Mijnheer de minister, ik zou er nog mee kunnen leven, mocht het over ongevallen in fout gaan. Ik lees echter dat mensen op de lijst terechtkomen omdat zij gewoon bij meerdere schadegevallen betrokken zijn, ook indien zij in het schadegeval geen aansprakelijkheid dragen. In dergelijke gevallen kan het voor mij niet dat zij op de lijst belanden.

Ten tweede, u antwoordt dat uw diensten werken aan een document, waardoor de weigeringsgrond op een algemene manier moet worden gemotiveerd. Ik zou nog verder willen gaan. Ik zou u willen voorstellen om bijvoorbeeld met de verzekeraars de mogelijkheid te bespreken om een tekst inzake de weigeringsgrond en de zwarte lijst op te nemen in elk voorstel dat een klant ondertekent of in alle algemene voorwaarden die een klant krijgt toegevoegd bij de verzekeringspolis die hij of zij sluit. Aldus kan de klant al vooraf kennisnemen van de betekenis en de eventuele gevolgen van de vermelding op de zwarte lijst.

Zoals u ook zegt, komen wij zeker nog op de kwestie terug.

06.07 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de minister, ik stel vast dat er een motiveringsplicht komt. Dit is alvast een positieve zaak. Bestaan er objectieve criteria om mensen op een zwarte lijst te zetten? Heeft Assuralia bijvoorbeeld een standaardformulier dat door alle maatschappijen wordt gebruikt?

Er is ook de vraag naar de zwarte lijst voor rechtspersonen. Beeldt u zich in dat een verzekeraar de arbeidsongevallenverzekering opzegt. Het gevaar is niet denkbeeldig wat er dan zal gebeuren.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Questions jointes de

- **Mme Katrin Jadin au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "l'introduction du principe de l'action collective en droit belge" (n° 18596)**

- **M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "le projet de loi en matière de 'class actions'" (n° 18627)**

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Katrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "het invoegen van het principe van de classaction in het Belgische recht" (nr. 18596)

- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "het wetsontwerp inzake classactions" (nr. 18627)

07.01 Katrin Jadin (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, la presse rapporte que vos services

viennent de terminer la rédaction d'un avant-projet de loi prévoyant l'introduction du principe de l'action collective en droit belge. Ce texte devrait être présenté assez rapidement devant le Conseil des ministres.

L'action collective est un principe très répandu aux États-Unis, où elle donne lieu à certaines dérives jusqu'à représenter un véritable marché du fait de l'importance des commissions touchées par les avocats représentant les groupes de plaignants qui engagent ces actions. Pour éviter ces dérives, votre avant-projet de loi interdit notamment le démarchage actif des avocats auprès des consommateurs et prévoit une phase amiable obligatoire.

La FEB a toutefois émis des critiques envers quatre clauses contenues dans votre avant-projet. Pour la FEB, elles seraient susceptibles de donner lieu au même type de dérives, à savoir:

- premièrement, l'inclusion des dommages corporels, très difficiles à évaluer étant donné qu'ils peuvent évoluer et se révéler, à long terme, plus ou moins sévères que ce qui n'apparaît à première vue;
- deuxièmement, l'habilitation des syndicats à introduire ces actions collectives. Selon la FEB, il s'agit d'un "mélange des genres", étant donné que leur rôle est de défendre les travailleurs et non les consommateurs.
- Troisièmement, l'introduction des plaintes devant la cour d'appel, ce qui exclut toute possibilité de recours de la part de la partie défenderesse;
- enfin, la possibilité pour le juge de choisir le régime "opt-out", qui inclut dans le procès les consommateurs qui n'y participent pas activement, alors que l'Union européenne recommande l'usage du régime "opt-in".

Monsieur le ministre, quelle est votre réponse à ces quatre critiques?

Quel est le calendrier prévu pour ce projet de loi?

Quand pensez-vous pouvoir en présenter une version définitive à notre commission de l'Économie?

Prévoyez-vous des consultations du monde juridique et économique avant de déterminer les modalités exactes que prendront ces actions collectives?

07.02 Peter Logghe (VB): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, classactions zijn inderdaad al een paar keer het voorwerp geweest van vragen in deze commissie. U bent nu zelf bezig met de reglementering om een en ander mogelijk te maken.

De Europese Commissie heeft bekendgemaakt dat alle Europese landen zelf een wettelijke regeling moeten uitwerken, dus dat er geen Europese regeling komt. De lidstaten moeten zich in elk geval uitspreken omtrent de opt-in- of de opt-outclausules en ze moeten alternatieve procedures, zoals bemiddeling, voorstellen.

Mijnheer de minister, mijn vraag is waar België zich in dat debat situeert en welke opties u kiest.

Eerst had ik graag een stand van zaken gekregen in verband met dat wetsontwerp. Wanneer mogen wij dat verwachten? In een vorige commissievergadering meende ik begrepen te hebben dat dit niet wordt ingebouwd in het nieuw Wetboek van economisch recht, tenzij u mij nu van het tegendeel zult overtuigen.

Ten tweede, wenst u verder te gaan dan de minimumnormen die de Europese Commissie behaald wil zien? Kiest u voor de ene of de andere optie? Is het beleid van plan om het instappen in de *class action* afhankelijk te maken van de expliciete toestemming van het slachtoffer of van diens familie?

Ten derde, hoe zit het met de gevraagde alternatieve oplossingen, zoals procedures tot bemiddeling? Maakt u daarvoor ruimte? Zult u ook daarin verder gaan dan wat de Europese Commissie vraagt?

07.03 Johan Vande Lanotte, ministre: Madame la présidente, chers collègues, le projet instaurant une action en réparation collective a été approuvé par le Conseil des ministres il y a quelques jours, une semaine précisément.

Nous avons essayé de trouver une procédure qui convient au consommateur en évitant tous les problèmes qui ont eu lieu notamment aux États-Unis. Entre-temps, de nombreux pays européens ont adopté cela, sans connaître les problèmes rencontrés aux États-Unis.

Le problème que ceux-ci connaissent est double: d'une part, leur droit pénal est beaucoup moins étendu que le nôtre. Le dédommagement n'est en réalité pas un dédommagement mais une punition; l'entreprise en cause est punie. Chez nous, il s'agit d'un dédommagement, qui ne peut jamais dépasser le dommage causé.

D'autre part, aux États-Unis, l'accès est possible aux professionnels de l'action juridique, notamment les avocats, ce qui n'est pas possible chez nous. Aux États-Unis, les avocats en font un business en soi. Ici nous avons évité cela en en réduisant l'accès, notamment aux associations de consommateurs qui possèdent une personnalité juridique.

Je dois également vous signaler que la critique que vous avez lue est antérieure à l'adoption du projet; vous êtes donc un peu en retard.

07.04 Kattrin Jadin (MR): Ma question a été déposée, il y a presque un mois et demi, monsieur le ministre.

07.05 Johan Vande Lanotte, ministre: Entre-temps, le problème a été résolu. Le projet sera donc prêt, début septembre, pour pouvoir être discuté en commission à la rentrée.

Het wordt titel 2 van boek XVII. We werken eigenlijk verder op het Europese gemeenschapsrecht. Het stemt daarmee overeen. Boek XVI zal gaan over de alternatieve buitengerechtelijke geschillenregeling. Het ontwerp is nog niet door de Ministerraad goedgekeurd. De omzetting van de ADR-richtlijn over de ombudsman moet nog worden goedgekeurd en is gepland voor september. Het wetsontwerp is klaar. Het wordt begin september in de IKW besproken.

Het gemakkelijkste ontwerp van de reeks is uiteindelijk het moeilijkste geworden. Het ging over personen en dat is altijd wat lastiger. We discussiëren nu over de auteursrechten. Daarna is het de beurt aan de ombudsdiensten.

07.06 Kattrin Jadin (MR): Merci beaucoup pour ces informations. Comme je le disais, il est très important que nous, parlementaires, posions des questions, afin de voir que des solutions peuvent être trouvées rapidement. Cela nous rappelle notre bonne fonction. J'entends bien qu'il y aura encore quelques décisions à prendre au niveau du gouvernement. J'imagine que nous pourrions alors attendre ce fameux projet de loi à partir de notre session d'ouverture, en octobre.

07.07 Johan Vande Lanotte, ministre: En septembre!

07.08 Kattrin Jadin (MR): Ou en septembre. Pour moi, il n'y a pas de problème, on peut déjà commencer à travailler en septembre également. J'espère que nous pourrions y travailler assez rapidement, ce qui nous donnera l'occasion de formuler toutes nos remarques. Merci beaucoup, monsieur le ministre.

07.09 Peter Logghe (VB): Mijnheer de minister, wordt het wetsontwerp dan nog goedgekeurd voor de staatshervorming of niet?

07.10 Minister Johan Vande Lanotte: De regering heeft altijd gezegd dat ze het ontwerp wilt laten goedkeuren voor het einde van het jaar.

07.11 Peter Logghe (VB): Voor het einde van het jaar.

07.12 Minister Johan Vande Lanotte: Met het merendeel van het Wetboek van economisch recht zullen wij er niet ver af zijn.

07.13 Peter Logghe (VB): Ik ben vergeten wat het onderwerp juist was, maar tijdens een debat in de commissie vorige week stelde u dat er nog een aantal zaken moeten worden uitgeklaard wat de toepassing van de classactions betreft. Ik kijk in elk geval uit naar de nieuwe boeken van economisch recht. Ik hoop dat zij nog voor het einde van het jaar in het Parlement zullen worden besproken en dat u alles wat nog niet geregeld was, nog kunt regelen. Wij zijn benieuwd naar de toepassing ervan.

07.14 Minister Johan Vande Lanotte: Wij zullen dat in oktober wel eens moeten bekijken, want er gaat heel veel werk zijn.

De **voorzitter:** Na het feest van de dynastie.

07.15 Minister Johan Vande Lanotte: Er zal het boek over de auteursrechten zijn, het boek over de

ombudsman... De staatshervorming komt hier niet.

07.16 Peter Logghe (VB): Dat weet ik.

07.17 Minister Johan Vande Lanotte: Er is ook een pakket over de handelspraktijken.

07.18 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Zullen wij anders hier over de staatshervorming spreken?

07.19 Minister Johan Vande Lanotte: Er zullen drie à vier grote pakketten zijn, dus we zullen dat moeten bekijken.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

08 Question de Mme Katrin Jadin au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la concurrence en matière d'assurance décès et de services de pompes funèbres" (n° 18719)

08 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de concurrentie op het vlak van uitvaartverzekeringen en begrafenisondernemingen" (nr. 18719)

08.01 Katrin Jadin (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, il me revient que les entrepreneurs de pompes funèbres s'inquiètent d'un éventuel problème de concurrence déloyale. Les secteurs économiques qui s'articulent autour des décès sont très sensibles, car les familles y font appel dans des circonstances très difficiles. De plus en plus de personnes contractent une assurance décès pour faire face à ces circonstances.

Or ce petit secteur au sein du monde des assurances comporte très peu d'acteurs. Jusqu'à l'année dernière, trois compagnies proposaient ce type d'assurances: DELA, Corona Direct et Axa. En septembre dernier, DELA a racheté les portefeuilles d'Axa, obtenant en conséquence une position dominante sur le marché. Or ce holding venu des Pays-Bas ne cantonne pas ses activités aux assurances-décès. Il a également acheté plusieurs entreprises de pompes funèbres vers lesquelles il dirige ses clients, qui doivent passer par un *call center* et n'ont donc plus la possibilité de faire le choix d'une entreprise de pompes funèbres plutôt qu'une autre.

C'est ce mélange des genres, cette occupation de deux positions par DELA au sein du même secteur, que les entreprises de pompes funèbres contestent.

Monsieur le ministre, considérez-vous qu'il existe là une forme de concurrence déloyale? Pouvez-vous me détailler votre analyse de cette situation? Si tel est le cas, quelles mesures pouvons-nous prendre afin d'éviter cette possibilité de dérive?

08.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Madame la présidente, chère collègue, en 2005, la société DELA Holding a notifié une opération de concentration par laquelle elle entendait acquérir l'entreprise Sophia Group NV. L'autorité de concurrence a été saisie et la concentration a été conditionnée au respect de l'engagement par DELA visant à permettre un libre choix du consommateur vis-à-vis des autres entreprises de pompes funèbres et afin d'éviter des problèmes de concurrence dans le secteur. Cet engagement fait l'objet d'un rapport annuel auprès de l'auditorat du Conseil de la Concurrence, ce jusqu'en 2015. Sur la base de l'analyse de ce *reporting* annuel, par l'autorité de la concurrence, il n'apparaît pas que cette fonction ait un effet sur le libre-choix du preneur de l'assurance décès.

En ce qui concerne le rachat des portefeuilles d'Axa, cette opération n'a pas été notifiée car elle se trouvait en-dessous du seuil de notification des concentrations.

Pour le reste, aucune plainte n'a été enregistrée, jusqu'à présent. Cependant, connaissant la situation sur le terrain, je peux vous dire que les craintes sont importantes. Dans certaines communes, des pressions ont d'ailleurs été exercées pour empêcher l'ouverture de crématoriums. Je compte donc demander, dès son installation – les sélections sont en cours, cette installation devrait donc avoir lieu rapidement –, à la nouvelle autorité de la concurrence d'examiner les pratiques de ce secteur car je partage instinctivement votre avis.

Mais il existe une autorité de la concurrence heureusement indépendante. Il ne m'appartient pas de faire son travail. Cependant, je ne manquerai pas d'attirer son attention sur la question.

08.03 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie. Comme vous, je vais attendre avec impatience l'installation de la nouvelle autorité de la concurrence. Je reviendrai vous interroger à ce moment-là.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "mogelijke vorderingen met betrekking tot de herziening van het sectoraal akkoord over de consument in de vrijgemaakte energiemarkt" (nr. 19016)

- de heer Kristof Calvo aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de stand van zaken met betrekking tot het nieuwe consumentenakkoord inzake energie" (nr. 19194)

09 Questions jointes de

- M. Willem-Frederik Schiltz au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "d'éventuelles avancées dans la révision de l'accord sectoriel relatif au consommateur dans le marché libéralisé de l'énergie" (n° 19016)

- M. Kristof Calvo au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la situation concernant le nouvel accord de consommation en matière d'énergie" (n° 19194)

09.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag handelt over het sectoraal akkoord met betrekking tot de consument in de vrijgemaakte energiemarkt. Wij hebben in de wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten, een consumentenakkoord ingeschreven. Ook bij de laatste wijzigingen hebben wij onderhandeld om een deel van de maatregelen die wij wilden inschrijven ter verbetering van de positie van de consument, af te toetsen met de sector, vooral dan met de leveranciers. Het gaat vooral over het transparanter maken van de factuur, de leesbaarheid ervan verhogen, de vergelijkbaarheid ervan verhogen en dergelijke.

In december 2012 heb ik nog gevraagd naar de stand van zaken met betrekking tot het sectoraal akkoord, via een mondelinge vraag. U gaf toen aan dat u vanwege het begrotingsdebat en de discussie over de prijzen er nog niet toe gekomen was om het sectoraal akkoord te regelen. Wij hadden toen de discussie over de prijsbevrozing, zoals u zich wel kunt herinneren.

U had wel een ontwerp klaar met het voorstel om de leveranciers de verplichting op te leggen om elke consument jaarlijks het voordeligste tarief aan te bieden of te suggereren bij dezelfde leverancier of leveranciersgroep. In de loop van januari zou u met de sector zoeken naar een compromis. Thans, zes maanden later, stel ik u graag de volgende vragen.

Hoever staat u ondertussen met de herziening van het sectoraal akkoord?

Wat zijn de laatste struikelblokken om tot een officieel en definitief compromis te komen?

Wanneer mogen wij de herziening van het sectoraal akkoord verwachten?

In hoeverre zullen leveranciers en andere belanghebbenden inspraak hebben op de finale versie van dit akkoord?

Hoeveel overlegmomenten waren er reeds en zijn er nog gepland?

Welke elementen uit het oude sectoraal akkoord zullen weggelaten of vereenvoudigd worden?

Bent u nog steeds bereid om de leveranciers de verplichting op te leggen om elke consument jaarlijks het voordeligste tarief of tariefplan voor te leggen?

Bent u nog steeds bereid om een implementatietermijn in te lassen, zodat de leveranciers voldoende tijd hebben om deze nieuwe regeling te implementeren?

09.02 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de vice-eersteminister, de heer Schiltz heeft het traject van het dossier al geschetst.

Indien ik goed ben geïnformeerd, zijn er op dit moment volop gesprekken aan de gang tussen leveranciers, uw kabinet en de administratie, over de opmaak van een nieuw consumentenakkoord inzake energie. Bovendien is er ook het initiatief van de regulatoren, om de prijsvergelijkers kwalitatief beter in te vullen, transparanter te maken en nog nuttiger te maken als instrument op een energiemarkt die wij massaal in beweging willen houden.

Bij het consumentenakkoord is het, althans voor ons, Parlementsleden, voorlopig nog koffiedik kijken welke nieuwe maatregelen zullen worden geïmplementeerd. Een van de mogelijke concrete pistes is de verplichting van leveranciers om via de factuur of op een andere manier hun klanten over het meest gunstige tarief binnen hun portfolio te informeren. Onze fractie heeft ter zake al enige tijd een wetsvoorstel ingediend. Het maakt deel uit van onze plannen inzake de standaardfactuur. Een van de elementen die voorlopig nog niet in de wetgeving zijn opgenomen, is precies wat in ons wetsvoorstel van enige tijd geleden stond, met name om het meest gunstige tarief een keer per jaar op de factuur te vermelden.

Wij hebben tijdens de vorige legislatuur al een wetsvoorstel over de standaardfactuur ingediend, waarvan voornoemd punt een van de elementen was. Op het vlak van de standaardfactuur is bij het begin van de legislatuur met een regering van lopende zaken al een aantal zaken gebeurd, onder andere de verwijzing naar de prijsvergelijkers op de factuur. Dat ene voornoemde element hebben wij toen niet gehaald.

Ik stel echter met enige tevredenheid vast dat ondertussen al een aantal meerderheidsfracties een wetsvoorstel heeft ingediend om de vermelding op de factuur van het meest gunstige tarief mogelijk te maken. De heer Schiltz is een van de ondertekenaars van dit voorstel, dat hij samen met leden van cdH en CD&V heeft ingediend. Ik stel ter zake dus een groeiend politiek draagvlak vast. Voor ons betreft het een van de punten die in het consumentenakkoord dienen te worden opgenomen. Ik heb echter ook nog enkele andere vragen.

Wat is de stand van zaken inzake het consumentenakkoord? Is er reeds een akkoord opgesteld? Wat zijn voor u de belangrijkste aandachtspunten?

Komt er een verplichting, waarover ik daarnet al sprak, om klanten beter te informeren over het meest gunstige tarief en over de verlengingstarieven? Wij hebben de verbrekingsvergoeding afgeschaft, maar er wordt nu creatief omgesprongen met verlengingstarieven en dito kortingen. Dergelijke praktijken zouden aan banden moeten worden gelegd.

Ik ben door mijn vragen heen en kijk uit naar uw antwoorden. Niet alleen ik, natuurlijk, maar ook alle consumenten op onze energiemarkt kijken ernaar uit.

09.03 Minister Johan Vande Lanotte: Mevrouw de voorzitter, wij hebben eind vorig jaar een eerste voorstel van aangepaste tekst van het akkoord aan de leveranciers en stakeholders overgemaakt. Het was het resultaat van een analyse door de FOD Economie van het bestaand akkoord en een aantal aanpassingen aan de wet van 25 augustus 2012. Bovendien werden nieuwe Europese regels in rekening gebracht.

Vervolgens werd een schriftelijke procedure opgestart met de vraag naar opmerkingen. Dit heeft uiteraard even geduurd, maar op basis van deze schriftelijke reacties, die tot einde maart konden worden overgemaakt, hebben wij in de maand mei 2013 een overleg gehad met alle betrokken partijen, namelijk de leveranciers, andere stakeholders, de regulatoren en de ombudsdienst.

Op basis van de vergadering van de maand mei hebben wij een nieuwe tekst opgesteld en alle betrokken ondernemingen gevraagd of zij daarmee konden leven. Ondertussen zijn er nieuwe reacties binnengekomen. FEBEG heeft vorige week nog opmerkingen overgemaakt en vraagt, net zoals nog andere leveranciers, om een nieuw overleg te organiseren.

Procedureel betekent dit dat wij nu het moment naderen dat moet worden nagegaan of er nog verder wordt overlegd, dan wel of het KB zal worden opgemaakt. Begin september zal dit moeten worden besproken. Wij

hebben heel veel geduld gehad. Ik meen zelfs dat wij te veel geduld hebben gehad, maar mijn medewerker vindt wellicht dat ik te ongeduldig ben, wat overigens waar is.

Begin september zullen wij moeten bekijken of nog verder moet worden overlegd, dan wel of wij via een KB een aantal zaken kunnen regelen. Daarbij moet rekening worden gehouden met het feit dat bepaalde zaken via KB en andere via een akkoord moeten worden geregeld.

Wij stellen een aantal vereenvoudigingen voor, onder andere om de vernieuwingen niet alleen schriftelijk maar ook elektronisch te kunnen uitvoeren. Het gaat dus om administratieve vereenvoudigingen.

De energieleverancier zou zijn klanten jaarlijks moeten meedelen wat de goedkoopste tariefformule is, rekening houdend met het verbruik. Dit zou ook moeten gebeuren wanneer een contract van bepaalde duur stilzwijgend wordt verlengd. Dat is natuurlijk een zeer belangrijk onderdeel. Ik neem aan dat dit via een KB kan worden opgelegd. Ik moet hiermee dan naar de Ministerraad en hopen dat ik mijn collega's ervan kan overtuigen.

De overgangsperiode zal in principe zes maanden bedragen voor aanpassingen aan systemen of contracten. Sommige wijzigingen zullen na drie maanden kunnen worden ingevoerd. Ik denk hierbij bijvoorbeeld aan de jaarlijkse meldingsplicht.

Wij proberen voor de verlengingstarieven een duidelijker kader te scheppen. Momenteel ligt dit enigszins delicaat. Het komt soms over als een soort opzeggingsvergoeding die bovendien voor sommigen ook overkomt als een verrassing. Anderzijds kan men niet vermijden dat sommigen het eerste jaar van een lager tarief genieten. Wij moeten hier een heel duidelijk kader scheppen. Als men besluit dat een dergelijke handelswijze niet kan, moet men ook vermijden dat klanten het eerste jaar een korting krijgen. Soms wordt het eerste jaar een korting gegeven. Als men dat verbiedt, zal de klant ofwel altijd het laagste tarief betalen, ofwel loopt hij het risico om altijd het hoogste tarief te moeten betalen. Het kader moet worden verduidelijkt, want anders kan dit voor nieuwe problemen zorgen.

Wat de prijsvergelijkers betreft, dat hebben wij gisteren met de CREG kunnen aankondigen en dat is een goede zaak. Het belangrijkste is dat de prijsvergelijkers van alle leveranciers op dezelfde manier zullen werken. Leveranciers moeten hun concurrenten niet opnemen; wij verplichten niemand om te zeggen dat het bij de burens goedkoper is. Eentje doet dat wel, met name Elegant; zij nemen alle prijzen op. Andere leveranciers vinden het te ingewikkeld. Elk zijn gedacht. Alle andere leveranciers doen gewoon mee op basis van het principe dat alles op dezelfde manier moet worden berekend.

Dat waren de belangrijkste punten. Dus, ten eerste, de verlengingssituaties met al dan niet kortingen; ten tweede, het bekendmaken van het laagste tarief en, ten derde, een aantal administratieve vereenvoudigingen.

Begin september zullen wij moeten kiezen. Ik heb veel geduld gehad, te veel naar mijn zin. Per 1 september zitten wij nog één keer samen en als er dan geen akkoord van komt, stellen wij een KB op.

09.04 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Mijnheer de minister, wat u vertelt, is interessant. De inhoud van wat voorligt voor een akkoord is uiteraard wat te verwachten was en wat bij de bespreking van de wettekst min of meer zo werd omschreven.

Ik hoop van ganser harte dat er toch een akkoord van komt. Wij kunnen rustig afwachten en zien of men er spontaan uit geraakt, en daarna eventueel de mokerhamer bovenhalen. Ik hoop echter dat u hen aanspoort en op tijd met het KB dreigt, zodat zij daardoor nog eens worden aangespoord.

09.05 Minister Johan Vande Lanotte: Ik heb het hun gezegd, omdat ik de indruk heb dat iedereen wel een akkoord wil, maar allemaal een ander akkoord. De concurrentie in de sector zorgt ervoor dat er geen unanimité meer is over de voorwaarden. Ik kan met iedereen een akkoord sluiten, maar het is telkens een ander akkoord en dat is niet goed. Nu de sector wat concurrentiëler is, zit daar spanning op. Het probleem is dat het voor de ene goed is en voor de andere niet.

09.06 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Als wij over het eenheidsstatuut een akkoord kunnen krijgen, moet dat hier ook kunnen.

09.07 Minister **Johan Vande Lanotte**: Daarbij waren drie vrouwen aanwezig. Mannen kunnen dat niet.

09.08 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): U laat zich aftroeven door de vrouwelijke kunne.

09.09 Minister **Johan Vande Lanotte**: Met genoeg.

09.10 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Alle gekheid op een stokje, ik dring er toch op aan om met het systeem van het consumentenakkoord te werken. Het is een zeer aantrekkelijk systeem omdat schendingen ervan een schending van de marktpraktijken betekenen en een heel aantrekkelijk sanctioneringsmechanisme met zich meebrengen. Ik hoop dat u hen zult aansporen om toch tot een akkoord te komen. Wij wachten september af voor het definitieve resultaat.

09.11 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw open antwoord. Mijn indruk is dezelfde als de uwe, met name dat de diversiteit op de markt ook zorgt voor een ander onderhandelingsproces. Eigenlijk rijst dan de vraag of FEBEG, die traditioneel als gesprekspartner werd gezien, in een diverse energiemarkt nog representatief is. Men probeert daar dan vaak nog tot een compromis te komen. Dat wordt in mijn indruk steeds grijzer, dat compromis. Een aantal nieuwe spelers zijn er al uitgestapt en andere spelers voelen zich er niet bij betrokken. Dat is dus een reflectie voor de langere termijn, hoe men in een andere energiemarkt omspringt met zulke onderhandelingen. U maakt met mij die analyse en dat is positief.

Ten tweede, verlengingstarieven en kortingen hangen inderdaad een beetje samen. Het verhaal van de kortingen kan op het eerste gezicht aantrekkelijk lijken, zeker voor de hypermobile en hypermondige consument. De mensen die jaarlijks switchen en regelmatig vergelijken hebben daar voordeel bij. Ik meen echter dat het toch interessant zou zijn om die twee zaken samen te bekijken, het verlengingstarief en de kortingen, en daarin naar eenvoud te streven. Als dat betekent dat men in het eerste jaar misschien wat minder kortingen heeft maar dat daardoor de duidelijkheid voor de minder mobiele consumenten na verloop van tijd wat verbetert, dan meen ik dat men daarmee eigenlijk voor een grote groep mensen goed doet. Dat is toch wat een beleidsmaker geacht wordt te doen.

Ten derde, het meest gunstige tarief. U had het over informeren. Ik denk dat dit inderdaad een zaak is waarin een aantal leveranciers niet veel zin hebben. Laat het heel duidelijk zijn dat er via een KB kan worden gewerkt maar ook via wetgeving. Er liggen voorstellen klaar van onze fractie en ook van de meerderheidsfracties. Ik vind het wat vreemd dat de heer Schiltz vraagt om vriendelijk te zijn, hen nog wat tijd te gunnen en de mokerhamer niet meteen boven te halen. Hij heeft immers zelf een wetsvoorstel ingediend om het mogelijk te maken. Er liggen dus teksten klaar die snel goedgekeurd kunnen worden. Dan moet u niet te lang wachten. U mag een beroep doen op het Parlement. Als er goede wetgeving wordt goedgekeurd in het Parlement, dan zijn wij daar altijd blij om.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

10 **Vraag van de heer Stefaan Van Hecke aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "mijnconcessies" (nr. 18941)**

10 **Question de M. Stefaan Van Hecke au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "les concessions minières" (n° 18941)**

10.01 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, in de jaren '60 werden heel wat concessies gegeven aan de mijnen in Limburg. Volgens het KB tot goedkeuring van de overeenkomst tussen de Belgische Staat en de nv Kempense Steenkoolmijnen betreffende de overdracht van delen van de Kempense Staatsconcessie aan de nv Kempense Steenkoolmijnen – het is een lange naam – van 19 december 1969 zijn een aantal gebieden door de Belgische Staat ingebracht in de nv Kempense Steenkoolmijnen.

Volgens artikel 1 van het KB bracht de Belgische Staat in de nv Kempense Steenkoolmijnen de delen in van de Kempense Staatsconcessie aangeduid door B1 en C1 en begrepen in de veelhoeken waarvan de hoekpunten als volgt zijn bepaald in beslissing nr. 1/68 enzovoort. Ik zal het niet opsommen. Ik heb het letterlijk geciteerd. Ik heb trouwens de kaart ook gezien, mijnheer de minister, net zoals u waarschijnlijk. Het is schitterend hoe men dat gebied destijds heeft afgebakend.

Over de overgebleven delen, dus de gebieden die niet krachtens artikel 1 van het KB werden toegewezen aan de nv Kempense Steenkoolmijnen, bestaat er minder helderheid. Volgens minister Geens, aan wie ik de vraag eerst heb gesteld, behoren mijn vragen met betrekking tot de andere delen van de Kempense Staatsconcessie tot uw bevoegdheid. Er is dus wat onduidelijkheid over de grondstoffen. Op de FOD Financiën worden geen verdere gegevens bijgehouden met betrekking tot het gebruik van de ondergrond. Aangezien het KB destijds werd ondertekend door de minister van Economische Zaken, heb ik de volgende vragen voor u.

Ten eerste, welk statuut hebben de andere delen van de staatsconcessie, dus de gebieden die niet krachtens artikel 1 van het KB werden toegewezen aan de nv Kempense Steenkoolmijnen? Ten tweede, via welke wetgeving werd de zaak geregeld na 1969? Ten derde, kunt u bevestigen dat de bevoegdheid hierover gefederaliseerd is maar de eigendom van de concessies niet? Zo ja, wat betekent dat concreet voor de eigendom? Is die bijgevolg nog steeds federaal? Klopt het dat deze staatsconcessie halverwege september 2013 zou komen te vervallen? Zo ja, wat gebeurt er dan met de gebieden? Ten vierde, wanneer vervallen de eventuele licenties van de concessies voor deze gebieden? Als zij zijn vervallen, wat zal er dan met deze gebieden gebeuren? Zijn er reeds concrete plannen voor de gebieden en wordt hierover al overlegd met de Gewesten?

10.02 Minister **Johan Vande Lanotte**: Als wij het zouden weten... Het is niet zo evident in elk geval. De eigendommen werden niet overgedragen, maar de bevoegdheden wel. Dat is een beetje een vreemde situatie, want het is de overheid die eigenaar is van de ondergrond bij ons en die daarvoor concessies kan geven. Het is een heel vreemde zaak. Het Gewest is bevoegd om een concessie te geven, maar de eigendom van de ondergrond is van de federale overheid. Hoe kan men dan een concessie geven? Dat is dus voer voor discussie.

Dat zou bijna moeten betekenen dat men allebei akkoord moet gaan, maar is dat dan in overeenkomst met de wil van de wetgever, wanneer hij de concessiebevoegdheid heeft overgedragen? Dat is een punt dat voor nogal wat discussie zou kunnen zorgen.

Tot nu toe heeft nog niemand zich daar veel van aangetrokken, want de ondergrond van de mijnen was niet echt economisch waardevol goed. Nu zou dat kunnen veranderen. Ik heb ook begrepen dat dit waarschijnlijk de reden is waarom u die vraag stelt, wat mij niet onlogisch lijkt.

Het Gewest is dus bevoegd. Het Gewest heeft overigens, via het Vlaams decreet van 8 mei 2009, bepaald dat concessies twee jaar na de inwerkingtreding ervan vervallen, dus hier op 6 september 2013. Vanaf dan gelden de concessies die werden gegeven dus niet meer.

U vraagt of de staatsconcessie halverwege vervalt? Ja, op 6 september 2013.

Dat gaf de mogelijkheid om de site te exploiteren, boven of onder de perimeter waarop dat betrekking heeft.

Gezien het domein na stilstand, zoals dat heet, in het bezit van de Belgische Staat blijft, zullen de federale overheid en het Gewest toch moeten discussiëren over wat wij daarmee gaan doen, omdat er een discordantie is tussen de bevoegdheid en het eigendom.

De federale overheid heeft geen concrete plannen. Er zijn nog geen gesprekken met de Gewesten over dit onderwerp geweest. Ik ga ervan uit dat dit op vraag van de Gewesten ooit wel eens zal gebeuren. Het is niet onze bedoeling om dit zelf actief te doen. Wij hebben geen departement Mijnbouw meer en wij zijn ook niet van plan om dat op te richten. Als de Gewesten daarin zijn geïnteresseerd, zullen wij daarover wel moeten praten en vooral moeten proberen om uit de onduidelijkheid te komen.

U stelt een vraag over de delen die niet in concessie zijn gegeven. Ik denk dat die daar gewoon liggen. Ik weet dat niet goed. Ik heb daarover ook geen antwoord van mijn administratie gekregen. Die liggen daar gewoon en die zijn niet in concessie. Dat is afgelopen. Dat is waarschijnlijk gewoon eigendom van de Staat, zoals alle ondergrond, maar niet het voorwerp van een concessie, denk ik.

Dat is dus nog een beetje zoekwerk.

Ik heb een probleem. Ik moet nu naar de plenaire vergadering.

10.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): De commissie voor de Infrastructuur werd ook geschorst omdat de heer Wathelet naar de plenaire vergadering moest gaan.

Ik wil graag nog even repliceren.

Mijnheer de minister, vooraleer ik de vraag indiende, heb ik ook weken opzoekingswerk gedaan. Als men in de wetgeving duikt, is het immers niet zo duidelijk wat nu het statuut is van die ondergrond. Het aanvoelen was ook dat de bevoegdheidsoverdracht betrekking had op de concessies. Voor zover we kunnen nagaan zijn de rechten op de ondergrond niet overgedragen. Die blijven eigendom van de Belgische Staat, de federale overheid. We kunnen dus in een vreemde situatie terechtkomen. Vlaanderen kan misschien concessies of vergunningen geven op rechten op een ondergrond, waarbij de Belgische Staat nog altijd betrokken partij is. Dan is er het decreet dat stelt dat aan de concessies een einde komt in september. De vraag is dan wat er gaat gebeuren. Verliest de federale overheid dan al haar rechten? Uit uw antwoord leid ik af dat dit niet het geval is en dat de federale overheid eigenaar blijft van de ondergrond...

10.04 Minister Johan Vande Lanotte: ...ofwel kan je zeggen dat de bevoegdheid ook het eigendom is of niet. Het is wel een knelpunt.

10.05 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Het is een knelpunt, daar is geen duidelijkheid over. Het is een mogelijkheid. Het is echter belangrijk dat we daarover voor 6 september 2013 duidelijkheid krijgen omdat dit een scharnierpunt is, bepaald in het decreet. We zullen dit verder opvolgen, maar ik hoop dat de federale regering dit dossier van nabij zal blijven volgen, zeker in de aanloop naar 6 september 2013.

10.06 Minister Johan Vande Lanotte: Uw vraag heeft onze aandacht gewekt.

10.07 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Dat was ook de bedoeling.

10.08 Minister Johan Vande Lanotte: We zullen het eens bekijken.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Mevrouw Almaci, mag ik u voorstellen dat u uw vragen omzet in schriftelijke vragen? De minister moet nu naar de plenaire vergadering. Als u uw vragen niet omzet, dan moeten wij straks terug deze commissie samenroepen, alleen voor uw vragen.

10.09 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Ja, mevrouw de voorzitter, dat is geen probleem, met de vakantie voor ogen.

De **voorzitter**: Dank u wel. Bijgevolg worden de vragen nrs 18426, 18770, 18772, 18773 en 18776 van mevrouw Almaci omgezet in schriftelijke vragen.

10.10 Minister Johan Vande Lanotte: Ik zal de antwoorden vóór 25 juli bezorgen.

De **voorzitter**: Vragen nrs 19104 en 19179 van de heer Peter Dedecker, vraag nr. 19105 van de heer Karel Uyttersprot, vraag nr. 19214 van mevrouw Valérie Warzée-Caverenne en de vragen nrs 18426 en 19339 van de heer Peter Logghe worden eveneens omgezet in schriftelijke vragen.

La réunion publique de commission est levée à 15.42 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.42 uur.